



Interview

La **filière électrique** lance un recrutement massif d'ici 2030, notamment en Auvergne-Rhône-Alpes. Pourquoi? Comment? Les explications de **Cécile Vigneron** et **Olivier Lerouge**, représentant les professionnels du secteur

«L'électricité est l'une des rares filières à disposer d'une vraie visibilité dans les 5 ans»

► **Plus de 4 000 emplois sont à pourvoir dans la région. Or, la filière électrique connaît des difficultés de recrutement. Comment l'expliquez-vous?**

Olivier Lerouge : « Comme d'autres secteurs, nous avons des problèmes de recrutement. Nos métiers sont très majoritairement d'extérieur, manuels, physiques. Ils évoluent également et nécessitent davantage de technicité, à l'image de l'éclairage public qui est en train de passer entièrement en Led. Les jeunes, eux, sont plutôt attirés par les métiers de l'informatique et les nouveaux métiers de l'électricité que sont les recharges pour véhicules électriques et le photovoltaïque. La qualification IRVE [Infrastructure de recharge de véhicule électrique, ndlr] leur parle davantage que le raccordement électrique. »

Cécile Vigneron : « On a besoin de monde. Le Serce est une organisation profession-

nelle qui représente 260 entreprises de la transition énergétique et numérique au niveau national et 85 en Auvergne-Rhône-Alpes. Mon poste de responsable de l'attractivité a été créé il y a 18 mois à la demande des entreprises pour pouvoir mettre en visibilité les métiers portés par nos adhérents, notamment ceux de maîtrise et d'exécution qui représentent 80 % des besoins de recrutement. On parle aujourd'hui des métiers réseaux mais d'autres activités sont confrontées elles aussi à un déficit d'image. »

► **Le programme national "Écoles des réseaux pour la transition énergétique" propose des parcours d'apprentissage dans les lycées. La problématique de l'attractivité est-elle commune à toutes les régions?**

C.V. : « Les donneurs d'ordre de nos entreprises adhérentes, Enedis et RTE, ont annoncé de forts investissements



Cécile Vigneron est responsable de l'attractivité des métiers au Serce et Olivier Lerouge est délégué régional, par ailleurs directeur opérationnel Sud-Est chez SPIE CityNetworks. Le Serce est un syndicat qui réunit en France 260 entreprises de la transition énergétique et numérique dont 85 en Auvergne-Rhône-Alpes. Photos Xavier Granet et Serce

(200 milliards d'euros cumulés d'ici 2040). L'enjeu du diagnostic que nous avons réalisé était de voir si l'appareil éducatif était en capacité de fournir suffisamment de monde. Il est national et nous l'avons régionalisé. À partir du diplôme de bac pro Melec, on peut aller sur un très grand nombre d'activités, travailler dans l'industrie, le secteur ferroviaire, le nucléaire ou devenir artisan...

« Le tutorat va faire partie du succès de cette fidélisation »

► Comment s'est établi le lien avec l'Éducation nationale ?

C.V. : « La référence en la matière est le projet "Match", déployé en 2023 au moment de la relance du nucléaire. Aujourd'hui, nous travaillons tous en filière car la caisse de résonance est plus forte. Ce program-

me "Écoles des réseaux" s'est ouvert au début de la réforme des diplômes professionnels. Cela nous a permis de proposer des classes "colorées", afin de mettre en place un certain nombre de modules au nom d'une filière et d'apporter aux jeunes une sensibilité supplémentaire. On a réalisé le même exercice sur le BTS Électrotechnique en travaillant main dans la main avec l'Éducation nationale pour voir quelles étaient les attentes des professionnels dans le contenu des cours. Quand on signe des conventions dans les lycées, on adapte le plateau technique en apportant notre expertise professionnelle. Cela passe parfois par du don de matériel ou l'accueil des professeurs dans les entreprises pour les acculturer, eux aussi, sur les technologies. En Auvergne-Rhône-Alpes, 15 lycées ont signé, ils seront une vingtaine au final. Ainsi, à Bourg-en-

Bresse, Ambérieu-en-Bugey, Roanne, Montélimar, Chambéry ou Annonay, les jeunes peuvent trouver une formation proche de chez eux. Cette notion de proximité est très importante. L'idée de départ était de cibler un lycée par département pour les bac pro et un par région pour les BTS. On a rétréci le maillage en ayant même plus d'un lycée par département afin d'irriguer le bassin local et d'embarquer au plus près les entreprises. Le tutorat va faire partie du succès de cette fidélisation. »

« Il est nécessaire d'aller vers le public féminin »

► En dehors des stagiaires et alternants, le recrutement s'ouvre-t-il aux candidats extérieurs ?

C.V. : « Au-delà du programme éducatif, d'autres, plus lo-

caux, vont être proposés aux personnes en recherche d'emploi et à des jeunes en réorientation car le changement professionnel se fait de plus en plus tôt. Par le biais des Afpa et des Greta, on souhaite proposer des formations plus courtes et s'appuyer sur la féminisation également. C'est nécessaire d'aller vers ce public. »

O.L. : « Dans nos métiers, il y a seulement entre 8 et 15 % de femmes. Ça reste compliqué mais on ne peut pas se priver de 50 % de la population. On a déjà réalisé des opérations ciblées avec des lycées de jeunes filles. Il y a 20 ou 30 ans, on adressait les écoles d'ingénieurs puis on s'est dirigé vers les BTS et DUT pour convaincre les jeunes. Nous allons maintenant dans les lycées et nous faisons visiter les entreprises par les collégiens. On ne se fixe pas d'objectif précis. Avoir cette opportunité de recruter, c'est déjà bien. »

► L'objectif de ce recrutement massif d'ici 2030 vous paraît-il réaliste ?

C.V. : « Nous ne sommes pas frileux dans les chiffres annoncés, ils sont fiables. Nous sommes aussi dans l'obligation de les atteindre car lorsqu'Enedis et RTE lancent les travaux, il faut les livrer. L'électricité est l'une des rares filières à disposer d'une vraie visibilité dans les cinq ans à venir. D'autres font marche arrière dans leur recrutement. Pour nous, 2030 est un premier jalon. Nous savons qu'il y a de l'emploi. Nous attendons également beaucoup les jeunes sur leurs qualités de savoir être. »

O.L. : « Les programmes de RTE et d'Enedis vont s'étaler sur 15 ans. Les investissements dans la région (avec les réacteurs à proximité de la centrale nucléaire du Bugey par exemple) vont recruter beaucoup de monde. Une telle visibilité n'est pas courante. Les perspectives sont intéressantes. »

● **Propos recueillis par Céline Ferrero**